

LA LETTRE DE LA NAF

SUPPLEMENT AU NUMERO 238 DE LA NOUVELLE ACTION FRANCAISE - 30 DECEMBRE 1976

DES RELIGIONS POLITIQUES

Je n'y peux rien : ce qu'il faut suivre actuellement en politique, semaine après semaine, c'est l'évolution de l'attitude du P.C. face à son propre passé, face à la politique soviétique et face à la société française. D'accord ou pas avec l'analyse de la N.A.F., nos lecteurs savent bien que ce débat est essentiel pour l'avenir de la nation, et qu'il touche un problème fondamental de la réflexion politique. Avant de l'aborder, reprenons les deux événements majeurs de l'actualité communiste du mois de décembre :

1°) Le débat des "Dossiers de l'écran" sur le film L'Aveu. Presque tout a été dit, et nos lecteurs retrouveront les réactions les plus significatives dans la prochaine "presse au crible" de la N.A.F.. A gauche, beaucoup ont voulu voir dans les déclarations de Kanapa un nouveau pas en avant du Parti. J'y verrai plutôt deux pas en arrière : bien sûr, Kanapa n'a pas dénoncé London comme "agent de la C.I.A.", il n'a pas qualifié sa femme de "vipère lubrique" et Laurent Schwartz d'"hitléro-trotskyiste". Il n'a pas vu dans le livre "L'Aveu" un conte "fabriqué par l'Intelligence Service" et dans le film une "inqualifiable agression contre la patrie des travailleurs". Dont acte : les dirigeants communistes ne sont plus victimes d'hallucinations collectives et ne souffrent plus de délire de la persécution.

Mais tout de même : en se braquant sur les mensonges de Kanapa, beaucoup de journalistes ont oublié que le représentant du Bureau politique du P.C. avait défendu avec une incroyable sérénité l'intervention soviétique à Budapest. Quant à la question de la publication du rapport Khrouchtchev, il l'a traitée avec une telle désinvolture qu'on devine bien que la déstalinisation lui est restée en travers de la gorge. Donc deux pas en arrière, qui montrent la présence de staliniens non repentis à la direction du P.C. - même si par discipline ils défendent ostensiblement la nouvelle ligne.

2°) Mais après ce retour en arrière, un bond en avant : M. Marchais a qualifié de "lamentable" l'échange entre Boukovski et Corvalan, tandis que l'Humanité dénonçait "l'inadmissible marchandage". On pourra bien sûr avancer qu'il s'agit d'une attitude tactique, choisie pour effacer la terrible impression laissée par L'Aveu dans l'opinion publique. Ce serait oublier que ces déclarations se situent dans la logique d'une série de prises de position en faveur des condamnés politiques soviétiques, la première datant de 1966 lors du procès Siniavski-Daniel. Quand la tactique se développe sur une aussi longue période elle devient stratégie - ou position fondamentale. Mais surtout le P.C. risque d'être entraîné par cette dynamique, qui devrait le conduire à remettre en cause le système soviétique. Ce qui confirmerait une "dé-soviétisation" engagée sur tous les plans (on dit par exemple que le P.C. serait en train de se retirer peu à peu de la fameuse Banque de l'Europe du Nord).

.....

Certains lecteurs me diront qu'une rupture totale avec Moscou n'empêcherait pas le P.C. de demeurer une contre-société inquiétante, un parti totalitaire. C'est vrai, et nous n'avons jamais dit le contraire. Mais la critique de la dictature bureaucratique (sur le triple plan politique, culturel et syndical) ne doit pas conduire au rabâchage des vieux slogans sur la "subversion" communiste et sur les "agents de Moscou" : il faut critiquer le P.C. pour ce qu'il est, et non pour ce qu'il a été. Sinon la réfutation est trop facile.

Mais justement, à quoi voit-on que le P.C. demeure totalitaire ?

- A sa mécanique interne d'abord (le "centralisme démocratique") qui produit une lourde hiérarchie de militants entraînés à l'obéissance aveugle. (Cependant M. Marchais accepte avec le sourire le "droitisme" de Jean Ellenstein et le "gauchisme" de Poulantzas. Tolérance impensable il y a quelques années).

- A son idéologie ensuite, qui porte en elle le totalitarisme. Pourquoi ? Parcequ'elle part d'une certaine idée de l'homme, qui ne se réalisera pleinement que dans la société à venir, présentée comme parfaite. Dès lors tout homme qui refuse cette vision édenique - ou qui s'écarte de ceux qui cherchent à la réaliser - est nécessairement un criminel qu'il faut détruire ou un malade mental qu'il faut soigner. D'où le goulag, les internements psychiatriques et les camps de "rééducation".

La pensée marxiste contient donc le totalitarisme. Elle n'est pas la seule, d'ailleurs : à l'époque moderne, Rousseau peut être considéré comme un des pères du totalitarisme, par sa conception de la souveraineté "infaillible" et du "citoyen vertueux" qui s'incarnera dans Robespierre.

Staline a été pire cependant. Non seulement parcequ'il a eu le temps d'installer son système policier. Non seulement parcequ'il a conçu le système concentrationnaire de façon industrielle. Mais parceque le XXème siècle, comme l'explique Jacques Ellul (1) et Jean-Claude Barreau (2) a été celui de la religion refoulée. Refoulée par le scientisme, par l'anticléricalisme, elle est ressortie de façon hideuse, sanglante et folle. Cela s'appelle Hitler et Staline, l'aliénation de l'homme dans l'idéologie déifiée, dans le Parti déifié, dans le Chef déifié. Et comme l'idéologie définit un absolu, comme le Parti est au service de cet absolu que le Chef incarne, on comprend que les militants soient impitoyablement écrasés s'il font mine de s'écarter de l'Idéologie, du Parti et du Chef : si le croyant ne se soumet pas totalement à ses divinités, il mérite l'inquisition et la mort qui peut être son rachat.

Cette logique est impitoyable, qui conduit Lise London à douter de son mari, et Kanapa à justifier Budapest : le Parti-Dieu ne peut se tromper. Il s'agit donc de briser cette logique, si l'on ne veut pas tourner en rond et répéter les litanies sur la "déviation" stalinienne et sur les maladies du socialisme : tant que le P.C. ne remettra pas en cause Marx lui-même, il restera toujours en lui des germes de totalitarisme. Cela signifie-t-il que le P.C. ne pourra plus changer, à partir d'un certain seuil ? Ce n'est pas sûr, pour trois raisons principales :

1°) La première tient au fait que le P.C. est, et a toujours été, très superficiellement marxiste. C'est évident pour les grands écrivains communistes (de Barbusse à Aragon). C'est beaucoup moins vrai pour les dirigeants de l'époque stalinienne. C'est probable pour les dirigeants de la nouvelle génération. Superficielle, l'imprégnation marxiste est en outre inégale (forte chez les cadres, elle est faible ou inexistante à la base). De plus, l'idéologie a perdu de son caractère divin puisqu'on peut toucher au dogme sans être foudroyé (l'abandon du concept de dictature du prolétariat).

2°) Le P.C. n'est pas seulement une réalité idéologique, mais l'expression de certains intérêts, de certaines sensibilités. Cet aspect de représentation populaire prend de plus en plus nettement le pas sur le caractère idéologique.

3°) Notre époque a cessé d'être celle du refoulement religieux. Dans la mesure où le sentiment religieux s'exprime à nouveau sans complexe, nous risquons moins un transfert sur l'idéologie politique. De plus, grâce à Soljénitsine, nous sommes probablement en train de nous vacciner contre les religions politiques, contre l'absolutisme idéologique, contre le mythe du paradis sur la terre.

....

Il n'est donc pas impossible que le P.C. parvienne à se libérer de la logique totalitaire, au prix d'un changement radical de son idéologie. Je ne dis pas que cela se fera sûrement. Et si cela se fait, il faudra de nombreuses années. Nous avons le temps d'y réfléchir, d'en discuter, et de revenir souvent sur ce vaste sujet.

Bertrand RENOUVIN

- (1) Trahison de l'Occident
- (2) Du bon usage de la religion

FISC = ASSASSIN

Ce n'est pas nous qui le disons mais le CID-UNATI, responsable des cauchemards de plus d'un fonctionnaire. Depuis un mois, ce slogan fleurit sur les murs de France. Et pour bien montrer qu'il ne s'agit pas là d'un simple accès de colère, un responsable du CID-UNATI a déclaré à la radio : *" Bientôt le temps sera revenu où les agents du fisc ne pourront plus sortir de leurs bureaux sans risquer de se faire lyncher par des foules en colère."* En attendant ces réjouissances qui redonneront quelque animation à nos villages, il faut bien constater que le système fiscal français a de quoi rendre enragé le plus pacifique des citoyens. On se souvient de l'avoir fiscal inventé en 1965 par Giscard d'Estaing et favorisant par hasard (?) quelques huiles du régime. Mais l'impôt qui remplace la patente fait bien mieux dans le genre puisque certaines PME ont vu leurs impôts locaux augmentés de ... 800 % ! Heureusement, c'est le "plus grand économiste français" (dixit Giscard) qui tient la barre rue de Rivoli. De quoi rassurer les contribuables et assurer les beaux jours de nouveaux Cartouche !

RADIO-FRANCE NE REpond PLUS

On connaît les ambitions de Giscard pour la France : être à la tête des puissances moyennes du globe. Cette politique courageuse est soutenue par des ministres brillants : Ponia, AS de la matraque; Lecanuet ROI du marais; d'Ornano, VALET des américains. Il manquait une image pour compléter ce jeu de crabes. Alors DAME Giroud arriva ... et la culture française s'effondra ! Témoin ce rapport de la B.B.C. qui évalue pour chaque pays le volume des émissions de radio pour l'étranger. Vous aurez la fierté d'apprendre que la radio française arrive au 28^e rang (108 heures par semaine contre 300 en 1973). Hélas donc pour V.G.E., nous ne tenons même pas la tête du peloton des puissances moyennes. Ce n'est pas que nous soyons chauvins mais enfin ... de là à être battus par la puissante république du Ghana, voilà qui n'est pas forcément signe de bonne santé pour notre information.

LE PARTI DES BOURGUIGNONS

Nous annonçons dans la dernière "Lettre de la N.A.F." le virage européiste du R.P.R.. C'est maintenant officiel : le parti de Chirac fera campagne pour l'élection du parlement européen au suffrage universel. Avec cette concession pour les patriotes égarés au R.P.R. : " à condition que le gouvernement s'engage par une déclaration solennelle à ne pas élargir les compétences de l'Assemblée européenne". De qui Chirac se moque-t-il ? On ne réformerait pas le mode de scrutin de ce parlement supranational si on ne voulait pas également réformer, c'est à dire accroître, ses pouvoirs. A force de concessions pour s'accrocher au pouvoir, ces "gaullistes" bradent ce qui reste de l'héritage de de Gaulle. Raison de parti oblige. Le R.P.R. vit de la France et des français pour prospérer, comme la vermine se nourrit d'un corps malade.

SERVITEUR DE QUEL PAYS ?

Le plan de redressement de l'économie française n'aura décidément convaincu personne. Ni les travailleurs, ni les patrons, ni même l'administration des finances comme en témoigne cette lettre adressée par le Crédit agricole à certains de ses clients. Cet organisme leur a tout simplement conseillé de se débarrasser des actions d'entreprises françaises pour acheter des actions étrangères. Motif invoqué : l'incertitude de la vie politique française, et la crise de notre économie. Venant d'une entreprise para-étatique, ce genre de "conseils" a de quoi scandaliser. Son irresponsabilité met en danger l'emploi des dizaines de milliers de travailleurs qui paieront par le chômage la "mise en sécurité" à l'étranger des capitaux de leur patron.

LE COMBAT DES FRANCAIS-MUSULMANS

Pour demander la levée de la mesure de contrôle judiciaire dont est victime M'hamed Laradji, de nouvelles grèves de la faim sont menées par nos amis français-musulmans. Saluons ici le courageux article de Bernard Brigouleix dans "Le Monde" daté du 24 décembre sur la grève de la faim à Marseille. Il a suffi à débloquent - pendant quelques heures - les radios. Mais bien vite les anciens harkis ont disparu des communiqués. Le Ministre de l'Intérieur ne venait-il pas de promettre de faire "quelque chose" ? Et puis Noël s'est éloigné très vite et il n'est plus temps de s'apitoyer sur le sort des déshérités. Poniatowski n'a donc plus rien à craindre de la presse : il peut donner à sa promesse les limites qu'il veut. A moins que de nouveau un journaliste de la grande presse, au mépris du conformisme, mette sa plume au service de la justice.

LES PRATIQUES TRES SPECIALES DE L'A.N.P.E.

Décidément les marseillais n'ont pas de chance. Supportant déjà un maire socialiste "de choc", brisant les grèves communales en faisant appel à l'armée, certains d'entre eux sont maintenant victimes des malversations de l'Agence Nationale pour l'Emploi de Marseille. Celle-ci multiplie les radiations de l'aide publique aux dépens des chômeurs, et spécialement des travailleurs immigrés. Parmi les procédés utilisés contre eux, citons cet exemple donné par "Libération" : " L'A.N.P.E. convoque par lettre ou plus simplement par télégramme des travailleurs en leur demandant de se présenter le jour même à l'A.N.P.E.. Souvent, le travailleur ne peut se présenter en temps voulu : il est radié pour "non réponse aux convocations". Moyen comme un autre pour "convaincre" les immigrés de quitter la France, n'est-ce pas ? Et on attend toujours les protestations de M.Defferre.

EMENT - LA N.A.F. EN MOUVEMENT - LA N.A.F. EN MOUVEMENT - LA N.A.F. ENMOUVEMENT - LA N.A.F. EN MOUVEMENT

§ SECTION DU 15° - Reprise de la permanence le vendredi 7 janvier à 21 H. (Café des sports, Rue Alain Chartier, salle en sous-sol, métro Convention). D'autre part le dîner-débat du 15° aura lieu le mardi 8 février, avec la participation du professeur Chaunu. Réservez cette date. Ce dîner sera une très bonne occasion pour amener des amis et leur faire prendre contact avec la N.A.F..

MERCREDIS DE LA N.A.F. - Reprise des réunions le mercredi 5 janvier avec une conférence suivie d'un débat sur le thème " l'avenir de l'empire soviétique" par Arnaud Fabre. Les réunions se tiennent dans nos locaux, 17 rue des Petits Champs, 4° étage. A partir de 19 heures : buffet amical et libre discussion, à 20 h 30 précises début de la conférence.

4

Edité par la S.N.P.F. 17, rue des Petits-Champs - Paris (1°) Téléphone: 742-21-93 Directeur de la publication Yvan AUMONT

Abonnements couplés à "La lettre de la N.A.F." et à la N.A.F. bi-mensuelle :
Un an : 80 F - six mois : 45 F - trois mois : 25 F
Règlement : C.C.P. N.A.F. 193-14 Z Paris